



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 47

Texte de la question

PSA

M. le président. La parole est à M. Alain Chrétien, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Alain Chrétien. Monsieur le Premier ministre, alors que PSA a annoncé la semaine passée 8 000 suppressions d'emplois en France et la fermeture de son usine d'Aulnay-sous-Bois, le Président de la République a affirmé : " l'État ne laissera pas faire ", et a accusé la direction de " mensonge ".

Au-delà des simples déclarations d'intention du Gouvernement, vous avez affirmé hier ici même que le coût du travail n'était pas un problème. En réalité, alors que les salariés sont déjà confrontés à la crise du secteur automobile et aux restructurations, vous leur infligez une double peine en mettant fin aussi aux heures supplémentaires défiscalisées. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Non seulement le collectif budgétaire que vous venez d'adopter ne prévoit rien pour faire baisser les charges qui pèsent sur le travail et la compétitivité, mais en plus vous amputez le pouvoir d'achat des salariés.

Le gouvernement Fillon peut être fier de son plan de relance du secteur automobile (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), qui se montait à 6 milliards. Ce plan que vous fustigez tant a permis en 2008, lorsque le secteur automobile connaissait de grandes difficultés, de relancer l'acquisition par les ménages de quatre millions de véhicules neufs peu polluants grâce à des mesures telles que le dispositif bonus-malus ou la prime à la casse. Qu'auriez-vous dit si nous n'avions rien fait à cette époque !

Des engagements ont été négociés entre PSA et le Gouvernement, qui prévoiraient la relocalisation d'activités logistiques sur le site d'Aulnay-sous-Bois. Or nous avons en Haute-Saône le quatrième plus gros site de PSA, qui regroupe essentiellement les activités logistiques du groupe. Pouvez-vous nous indiquer si les engagements de PSA prévoient effectivement la relocalisation d'une activité logistique à Aulnay, et si cela pourrait avoir un impact sur des sites comme celui de Vesoul ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, vous évoquez le plan que le gouvernement précédent avait imaginé pour l'automobile française. Des milliards pour les deux constructeurs sous forme de prêts, qui ont été remboursés ; quelques milliards pour les banques des constructeurs, qui ont été remboursés ; plus d'un milliard pour la prime à la casse ; beaucoup d'argent pour les constructeurs étrangers... et aujourd'hui, voyez dans quel état se trouve l'industrie automobile française ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous évoquez ensuite le coût du travail (" *Oui !* " *sur les bancs du groupe UMP.*) Ce débat, nous le regardons en face. D'ailleurs, puisque vous évoquez souvent le modèle allemand, laissez-moi vous rappeler que les syndicats allemands de la métallurgie ont obtenu des accords visant à travailler 32 heures (*Exclamations sur les mêmes bancs*), qu'ils viennent d'obtenir des augmentations de salaire de 3 à 4 % et que tous les constructeurs français, quels qu'ils soient, répètent avec l'honnêteté qui les caractérise, dans un débat qui ne doit pas être ce que vous voulez en faire, qu'en vérité le coût du travail concerne 8 à 15 % du prix de revient d'une voiture !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. François Rochebloine. Et alors ?

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Je vous parle en toute franchise. Le Premier ministre a demandé à M. Gallois, l'ancien président d'EADS, qui ne mâche pas ses mots et a des convictions qui seront très utiles au débat public, d'y travailler. Nous regardons en face la question du coût du travail. Mais nous voulons la considérer sous tous ses aspects parce que, dans la compétitivité d'une base industrielle comme la France, il n'y a pas que le coût du travail, mais aussi le coût du capital ou le prix de l'énergie. Ayons une vue globale, montrons-nous intelligents collectivement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Chrétien](#)

Circonscription : Haute-Saône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 47

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 juillet 2012](#)